

VERS LE FRONT UNIQUE... EN ESPAGNE

Nous signalons dans nos précédents articles une orientation vers le front unique se faisant jour dans les tendances les plus diverses du mouvement ouvrier espagnol.

Nous sommes heureux de pouvoir mettre sous les yeux de nos lecteurs les principaux passages du Manifeste de l'Alliance Ouvrière, cartel des principales organisations prolétariennes, qui s'est constitué en Catalogne pour lutter contre la réaction et le fascisme, ainsi que la liste des signataires :

Camarades,

Le progrès de la réaction capitaliste est un fait de caractère mondial que personne ne peut nier. Cependant, dans chaque pays il a ses caractéristiques spéciales...

En Espagne, nous voyons clairement comment le fascisme essaie de triompher. D'abord, en corrompant le corps électoral et en recourant aux procédés les plus infâmes pour envoyer au Parlement, sinon une majorité absolue, tout au moins une minorité sans tenir compte de laquelle on ne puisse gouverner. Ensuite, il force le gouvernement à proclamer l'état de prévention et l'état d'alarme prévus par la loi d'ordre public, laissant le prolétariat sans armes et sans moyen de défense contre l'oppression gouvernementale et favorisant ainsi le jeu des droites réactionnaires. Et plus tard, comme troisième étape, il se prévaut de l'irréflexion des masses travailleuses groupées autour de la C.N.T. et de la F.A.I. pour les lancer dans la rue et les amener à un choc brutal contre la force publique. Cette tactique machiavélique réussit à atteindre deux buts également profitables pour le fascisme : ébranler l'opinion, en la préparant à accepter les mesures les plus atroces des pouvoirs publics, semer la terreur, la désolation et la mort, qui servirait de justification à un coup d'Etat réactionnaire et fasciste. Tels sont les calculs de la réaction, calculs loquacement déduits des faits. Mais ils ne réussissent pas.

Pour l'empêcher, nous sommes là. Les organisations signataires de ce manifeste, de tendances et d'aspirations doctrinales diverses, mais unies dans un désir commun de sauvegarder toutes les conquêtes obtenues jusqu'ici par la classe ouvrière, nous avons constitué l'Alliance Ouvrière pour nous opposer à l'intronisation de la réaction dans notre pays et à toute tentative de coup d'Etat en vue de l'instauration d'une dictature...

Travailleurs de Catalogne et d'Espagne, suivez notre exemple, abandonnez les querelles qui vous séparent de vos compagnons de misère, sans pour cela essayer de conserver et de défendre vos points de vue de doctrine ! Constituez les comités locaux et régionaux antifascistes...

Vive le front ouvrier antifasciste !

Vive l'union de la classe ouvrière pour la défense de toutes ses conquêtes !

Barcelone, 9 décembre 1933

Pour l'Union Générale des Travailleurs : de Vila Cuenca. Pour les Syndicats de l'Opposition de la C.N.T. : Angel Pestana. Pour la Fédération Socialiste de Barcelone (Parti Socialiste Ouvrier espagnol) : Rafael.

Dans un second manifeste en date du 4 janvier, l'Alliance Ouvrière précise ainsi ses buts à la fois défensifs et offensifs :

Travailleurs de toute l'Espagne, unissez-vous, constituez partout les comités de l'Alliance Ouvrière, groupez vos forces pour la lutte en dehors du terrain parlementaire contre la réaction menaçante, pour le triomphe de la classe ouvrière et sa libération définitive.

Maintien intégral de toutes les conquêtes réalisées par la classe ouvrière sur le plan politique et sur le plan économique.

Mise hors la loi des organisations fascistes et philo-fascistes.

Dissolution complète de toutes les congrégations religieuses et expropriation de leurs biens.

La terre pour celui qui la travaille.

Liberté pour toutes les organisations se réclamant de la lutte de classe.

Des allocations de chômage.

Les trois courants principaux du mouvement ouvrier espagnol se trouvent représentés dans l'Alliance : le courant communiste par la Fédération Communiste Iberoïque (indépendante de l'I.C., mais dominant de loin le parti communiste officiel), les syndicats exclus de la C.N.T. qui se trouvent sous son influence, et le petit noyau trotskyste (gauche communiste espagnole) ; le courant anarcho-sindicaliste, par la Fédération Syndicaliste Libertaire et les Syndicats d'Opposition de la C.N.T. dont elle constitue le noyau dirigeant ; le courant socialiste, par la Section catalane du parti socialiste officiel, l'Union Socialiste de Catalogne, formation socialiste indépendante de nuance catalaniste, et la Section catalane de l'U.G.T., la Centrale syndicale dirigée par les socialistes.

Signalons en outre comme un fait extrêmement important l'adhésion de l'Union des Rabanaires, la plus forte organisation de paysans travailleurs existant en Catalogne qui consacre l'union des travailleurs de la ville et des champs dans l'Alliance Ouvrière.

La principale initiative dans la formation de l'Alliance revient à la Fédération Communiste Iberoïque, qui trouve ici la récompense d'une politique intelligente de front unique poursuivie patiemment depuis près d'un an et montre ce que peut faire, dans l'intérêt du mouvement général, un petit parti ouvrier indépendant capable de placer l'esprit de classe au-dessus de l'esprit de secte.

Restent jusqu'ici en marge de l'Alliance : la Centrale Syndicale Anarcho-sindicaliste ; la Confédération Nationale du Travail (tendance majorité confédérale), la Fédération Anarchiste Iberoïque, qui y exerce le rôle dirigeant, et le Parti communiste (section de la III^e Internationale).

Le Parti communiste officiel, après avoir participé, il y a quelques mois, aux négociations en vue de la formation de l'Alliance, s'en est retiré sur le refus d'accepter son programme intégral comportant le front unique à la base dirigé contre les chefs. Aux dernières nouvelles, il se préoccupe d'organiser sous peu à Barcelone sa propre « conférence de front unique à la base » destinée à faire pièce à l'Alliance.

Nous avons signalé, dans un article paru au précédent numéro, le courant en faveur du front unique même avec les socialistes et leur Centrale syndicale qui se dessinait dans la C.N.T. et dans la F.A.I. La tentative isolée d'insurrection anarchiste, loin d'avoir tué ce courant, paraît lui avoir donné une force nouvelle. La Confédération régionale du Centre (provinces de Castille et de la Manche), dans un Manifeste publié récemment, commente favorablement un article paru dans « El Socialista » de Madrid sur la formation de l'Alliance et invite ses adhérents et tous ceux de la C.N.T. à réfléchir sur l'importance du problème.

Dans un article intitulé « La Catalogne en tête », auquel nous faisons allusion plus haut, « El Socialista », l'organe officiel du Parti socialiste espagnol parlait

à Madrid, salue la formation de l'Alliance Ouvrière et donne l'adhésion du Parti au principe de l'unité de front sous les conditions suivantes : cessation de l'hostilité mutuelle, oubli des torts réciproques, constitution du front unique entre les organisations et non selon la méthode dite du front unique par en bas.

Cet article, qui a entraîné la parution du Manifeste de la Confédération nationale du Centre cité plus haut, a provoqué une certaine inquiétude dans les milieux politiques bourgeois de droite et de gauche, inquiétude qui s'est traduite dans des articles de journaux et même dans une dégringolade des valeurs en Bourse.

Nous sommes obligés de répéter ce que nous disions précédemment ici même : c'est dans l'attitude que prendra le parti socialiste espagnol que se trouve actuellement la clef de la situation en Espagne. Constatation que ceux qui voudraient voir la réalité se régler sur leurs désirs, et que nous, en premier, pouvons trouver désagréable, mais qui n'est pourtant que l'énoncé d'un fait. C'est d'une transformation profonde de la politique de ce parti que dépend la réalisation d'un front unique ouvrier s'étendant à toute l'Espagne, car c'est sur cette transformation que les anarchistes régleront leur attitude comme ils commencent déjà à le faire.

Le parti socialiste est à la croisée des chemins. D'un côté, les sirènes de la vieille coalition républicaine : Azana, Marcellino Domingo, Companys qui vient de succéder à Macia en Catalogne, qui lui susurent leurs plus doux airs en faisant miroiter l'espoir d'un grand front des gauches qui s'étendrait jusqu'à Martínez Barrios et aux radicaux restés laïques. De l'autre côté, le front ouvrier, avec les anarchistes et les communistes. Il a le choix entre ces deux genres d'alliance, mais ne peut rester isolé.

L'incohérence actuelle de sa politique qui semble jouer sur les deux tableaux (Prieto vient de participer à un grand meeting des gauches bourgeois avec tous les cadavres politiques des précédentes élections à Barcelone) est le reflet de la lutte de tendances qui se déroule dans son sein.

La tendance opposée à renouer le front avec les partis bourgeois qui à son point d'appui dans les jeunesse socialistes, se développe au sein du parti où elle est en fait la majorité. Dans un éditorial de « El Socialista » intitulé : « On ne pourra renouer le fil rompu », elle a manifesté ses positions. A sa tête se trouve Largo Caballero, qui a affirmé dans des déclarations retentissantes l'impossibilité de réformer la société bourgeoise autrement que par la révolution violente et la dictature du prolétariat, et l'échec de la politique de collaboration gouvernementale.

A l'autre pôle se situent Besteiro, Saborit et les bureaucrates syndicalistes de l'U.G.T., Triñan Gomez, Lucio Martínez, etc., à qui leur antiparticipationnisme de façade avait permis de s'emparer des postes de commande de l'organisation syndicale. Prieto, le socialiste du banquier Echevarrieta, loin d'être naturellement dans ce clan. La situation actuelle est ainsi une sorte de division des pouvoirs entre les deux tendances dans l'organisation politique et l'organisation syndicale. Cette situation ne pourra durer, car Besteiro et Cie ne disposent plus d'une majorité réelle dans l'U.G.T.

Il faut souhaiter au plus vite le dénouement de cette crise encore silencieuse mais qui est de la plus haute importance pour tout le mouvement ouvrier espagnol.

A. P.

LA LUTTE DE CLASSES EN POLOGNE

Le triomphe du fascisme en Europe centrale, l'avènement de Hitler en Allemagne, ont fait oublier aux camarades de l'Occident, certains pays où la réaction existe depuis des années sous une forme peut-être moins bruyante que l'hitlérisme mais non moins terrifiante pour le prolétariat. Un de ces pays est la Pologne. Qui donc, en France, sait que là-bas quinze mille détenus politiques sont privés de tous les droits — de ceux mêmes dont ils n'étaient pas privés au temps des tzars ? Qui donc en France se souvient encore de la « pacification » des campagnes ukrainiennes par le gouvernement polonais, dont les troupes, en 1930, tuaient des centaines d'hommes, mettaient le feu aux villages, saccageaient et pillaient le misérable avoir des paysans parce que ceux-ci, mourant de faim, s'étaient révoltés contre le percepteur, l'agent de police et l'officier payés par la bourgeoisie ? Est-ce qu'on se rappelle, en France, que dans la prison de Luck, des femmes et des hommes subissaient des tortures dignes de l'Inquisition ? Que des jeunes de 15 à 18 ans sont encore journellement condamnés à de longues années de prison pour avoir colporté

des tracts ou des brochures interdits par le gouvernement ? Sait-on que les grèves économiques et les démonstrations ouvrières, revendiquant par exemple un sou de plus par heure de travail, sont étouffées avec une violence qui n'hésite ni devant le meurtre ni devant la provocation ? Et pourtant la lutte de classes continue elle fait son chemin dans la profondeur des masses, elle éclate en mouvements spontanés où se manifeste sa force incoercible. Elle n'a cessé de cheminer depuis sept ans que le fascisme est établi en Pologne.

C'est l'histoire de ces luttes qui nous est retracée ici par une militante de l'A. F. P. (Fédération Anarchiste Polonaise) qui les a vécues. Nous faisons des réserves sur certains jugements participant de l'idéologie propre à l'auteur, jugements qui n'enlèvent rien à la qualité de ce document vécu et profondément senti. Nous y apprenons à reconnaître le courage de nos frères de classe polonais et à comprendre aussi de quelle barbarie le gouvernement polonais est le défenseur, ce gouvernement allié de la France et « gardien de la civilisation » !

LE « SOCIALISTE » PILSUDSKY ET SON COUP D'ETAT

Quand le gouvernement actuel a pris le pouvoir en 1926, il jeta le mot d'ordre : « Pour gouverner, il faut avoir les mains propres. A bas les charognards des partis qui font du pouvoir une curée ! » Quels étaient donc les antécédents de cette nouvelle équipe « aux mains pures », celle qui, aujourd'hui encore, règne sur la Pologne ?

C'étaient des hommes qui, depuis toujours, entouraient Pilsudsky, d'abord comme militants socialistes, puis comme légionnaires polonais aux côtés des Empires centraux, les servant pour obtenir l'indépendance politique du pays. Une fois la Pologne créée comme Etat souverain, ils se sont vus mettre à l'écart. La patrie payait mal leurs sacrifices. Ils commencèrent à conspirer. Sachant que sans l'armée rien ne leur réussirait, ils cherchèrent des relations avec les officiers — eux-mêmes étaient officiers pour la plupart — et ils réussirent à faire un coup d'Etat avec l'aide du parti socialiste et même du parti communiste. Leur règne commença par une débauche de phraseologie sous le signe de la « révolution morale » qu'il voulaient provoquer pour la régénération du pays. Ils promettaient tout ce qu'on voulait. Mais prendre le pouvoir n'est pas tout. Il faut ensuite le garder. Or, comment le garder en régime bourgeois, sinon par le soutien effectif de la bourgeoisie ? C'est ainsi que le coup d'Etat de mai 1926 n'a eu d'autre aboutissement qu'une liaison de plus en plus forte du gouvernement avec la bourgeoisie et les propriétaires fonciers. La réaction reprit de plus belle, se stabilisant, détruisant tous les obstacles. Elle nous tient aujourd'hui sous le joug d'un fascisme analogue à celui qui s'appesantit sur l'Allemagne.

SUR LA PENTE DE LA CRISE

Avec l'aggravation de la crise allait de pair celle de la réaction. En 1926-27, le budget d'Etat démontrait encore 600 millions de plus que le produit de recettes. C'était d'ailleurs un fait unique

dans l'existence de la Pologne. Cet état favorable des finances était dû à des exportations massives de charbon, résultat de la grande grève des mineurs anglais. Mais déjà en 1927-28 se constataient en Pologne les premiers symptômes d'une grande crise. Dans tous les centres industriels, les usines fermaient leurs portes, l'une après l'autre. Les faillites commerciales se multipliaient. Les paysans ne pouvaient plus payer les impôts, ni les intérêts des sommes empruntées par eux aux banques agricoles. Le

nage se propageait comme

démie. La situation des campagnes était encore plus tragique que celle des villes. Les paysans constituent en Pologne 65 % de la population. La plupart d'entre eux sont de pauvres gens ayant juste assez de terre pour vivre lorsque l'année est bonne. Cette propriété, ils la doivent à la réforme agraire qui, au lieu de les sauver, les a perdus. On a partagé les grands domaines et on a stipulé que les paysans les rachèteraient par des annuités s'étendant sur une longue période de temps. Au moment où s'accomplissait la réforme, la terre était très chère. Elle fut payée aux seigneurs bien au-dessus de son prix par l'intermédiaire des banques où ceux-ci ont conservé leur argent en dépôt. Et maintenant les paysans doivent amortir l'achat de leurs terres en payant à ce banques des intérêts exorbitants. Les intérêts et les impôts dévorent à eux seuls toute la récolte. En 1930, en travaillant 20 heures par jour, ils ont obtenu une belle récolte. Les produits ont été portés à la ville mais tout l'argent est resté dans les banques et les bureaux de perception du fisc... A ce moment, si la dette se produisait ceci que la terre ne valait plus que les 50 % de sa valeur par rapport à 1920. Et ainsi le paysan croyant devenir propriétaire a payé et doit continuer à payer pour rien. Au bout du compte arrive l'huissier qui saisit ce qui reste et le réquisitionne en paiement de l'impôt. Voilà tout le profit que les paysans polonais ont tiré de leur accès à la propriété des terres !

Les petits bourgeois des villes souffrent

aussi terriblement de la misère. Ils se prolétarisent de plus en plus mais, comme on ne peut pas devenir prolétaire en temps de chômage, ils tombent dans ce que les Allemands appellent le « lumpen-proletariat », la classe des bas-fonds qui ignore le travail régulier, vit d'expédients et bien souvent est une proie facile à la corruption et aux visées politiques des classes dirigeantes.

EXPERIENCES GOUVERNEMENTALES : AFFAMEMENT DES OUVRIERS

Le gouvernement polonais a déjà tenté contre la crise la plupart des expériences qu'on voit se reproduire aujourd'hui dans divers pays et jusqu'aux Etats-Unis. Pour commencer, il résolut de sauver l'industrie capitaliste en la plaçant sous le contrôle ou dans les mains mêmes de l'Etat. Résultat : pas un jour ne se passait sans qu'on découvrit des malversations, des détournements, tous commis par les employés de l'Etat chargés du contrôle. L'étatisation n'ayant pas donné les résultats qu'il en attendait, le gouvernement annonça qu'il résoudrait la crise en diminuant les salaires et en augmentant les droits de douane et les impôts indirects. Résultat : le pouvoir d'achat, la faculté de consommation des larges masses de la population subirent un nouvel effondrement. Et le mécontentement s'accrut.

Le budget fut « rationalisé » en vue du nouvel état de choses. Moins d'écoles et plus de gendarmes. On augmenta les dépenses pour l'armée et pour la police jusqu'à concurrence de 50 % du budget tout entier. Par contre le ministère du Travail fut supprimé ou rattaché partiellement à celui du Commerce et de l'Industrie. On signa à blanc le budget des écoles, de sorte que 700.000 enfants furent privés de l'instruction primaire. Cette réaction sociale a provoqué enfin en 1931-1932 une énorme vague de grèves.

Ces grèves, nées d'une situation intolérable, prenaient souvent un caractère nettement révolutionnaire pour le renversement de l'ordre capitaliste, cause de toute cette misère. Malheureusement elles se déclenchaient de façon isolée, sans lien de l'une à l'autre. Toutes avaient éclaté par-dessus la volonté des meneurs de syndicats. Elles étaient conduites par des comités de grève issus des masses. Les meneurs syndicaux sabotaient le travail de ces comités et s'opposaient à l'élargissement de l'action. Pendant ce temps, le gouvernement précédait, la plupart du temps, à l'arrestation des comités eux-mêmes, dont les membres étaient souvent condamnés à plusieurs années de prison. On vit souvent, lors des manifestations de grévistes qui protestaient, les forces de police abattre des dizaines d'entre eux, tués ou blessés. Quelquefois même on eut recours à l'armée pour ces étouffements sanglants.

EXPERIENCES OUVRIERES : OCCUPATION DES USINES

Une cause importante dans l'échec des grèves était le grand nombre de chômeurs qui, peu conscients et mourant de faim, prenaient souvent la place des ouvriers en grève. Les syndicats essayaient de